

Arbeitsgemeinschaft Tabakprävention Schweiz

11.11.2025 – 07:00 Uhr

Indice mondial d'ingérence du lobby du tabac : la Suisse reste la lanterne rouge de l'Europe

Bern (ots) -

La Suisse est et reste un paradis pour le lobby du tabac : dans le nouvel indice mondial d'ingérence du lobby du tabac, elle occupe à nouveau l'avant-dernière place sur 100 pays - un seul ayant obtenu un résultat encore plus mauvais. Le rapport montre à quel point l'industrie du tabac continue d'exercer une forte influence sur la politique dans notre pays.

Le [Global Tobacco Industry Interference Index \(GTII\)](#) mesure le degré d'influence exercé par l'industrie du tabac et de la nicotine sur les autorités publiques à travers le monde, notamment par le biais du lobbying, de dons politiques ou de partenariats avec les autorités et les parlements. Avec 96 points sur 100 (score élevé = forte ingérence), la Suisse occupe la 99e place sur les 100 pays désormais étudiés. Depuis le précédent rapport, elle a reculé de dix places dans le classement, l'indice 2025 couvrant davantage de pays. Parmi les pays européens ayant participé, c'est même la Suisse qui obtient le plus mauvais résultat.

Le Conseiller fédéral Ignazio Cassis, orateur au forum sponsorisé par JTI

Le Lucerne Dialogue, une initiative qui organise des conférences économiques et compte Japan Tobacco International (JTI) parmi ses "[membres premium](#)", est un exemple récent de l'influence persistante exercée par l'industrie du tabac. Parmi ses partenaires officiels figurent de nombreux acteurs étatiques, dont le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et plusieurs cantons. Particulièrement controversé : le Conseiller fédéral Ignazio Cassis (PLR), chef du DFAE, figure parmi les orateurs de l'"[European Economic Forum 2025](#)". Bien que la nouvelle loi sur les produits du tabac (en vigueur depuis octobre 2024) interdise expressément que des activités organisées par la Confédération soient parrainées par l'industrie du tabac, de tels partenariats continuent d'exister sous le couvert de la "responsabilité sociale des entreprises" (RSE). Cet exemple illustre de manière exemplaire à quel point l'application des dispositions légales laisse à désirer et à quel point les institutions publiques restent étroitement liées à l'industrie du tabac.

Philip Morris finance des campagnes électorales de l'UDC et du PLR

[L'UDC et le PLR ont chacun reçu un don de 35'000 francs](#) de la part de Philip Morris International (PMI) dans le cadre des élections fédérales de 2023. Ce faisant, la plus grande multinationale du tabac au monde soutient les forces politiques qui luttent systématiquement contre le renforcement des mesures de contrôle du tabac. Cette pratique illustre parfaitement les méthodes employées par l'industrie du tabac pour défendre ses intérêts par le biais de dons en faveur des partis politiques et de rapprochements politiques. Presque aucun autre pays européen n'autorise encore juridiquement ce type d'influence, conséquence directe de la non-ratification de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT).

30 parlementaires ayant des liens avec l'industrie du tabac - Une influence au coeur du processus législatif

Le rapport fait également état de l'existence d'un [réseau de lobbying ayant de larges ramifications au sein du Palais fédéral : 30 membres du Parlement fédéral entretiennent des liens directs ou indirects avec l'industrie du tabac](#) - dont plusieurs siègent dans les deux principales commissions parlementaires chargées de la santé et de l'économie (CSSS et CER).

Cette proximité structurelle entre la politique et l'industrie du tabac affaiblit toute politique efficace en matière de santé et de protection de la jeunesse. L'industrie du tabac continue d'exercer une influence considérable sur les débats et les processus législatifs dans le domaine de la politique de santé publique. Particulièrement troublant : certains de ces parlementaires ont activement contribué à l'affaiblissement de la loi sur les produits du tabac, allant ainsi à l'encontre du référendum populaire sur l'initiative "Enfants sans tabac".

" L'industrie du tabac s'est implantée au sein du système politique. Sans limites claires, sans davantage de transparence et sans ratification de la Convention-cadre de l'OMS, la Suisse continuera d'être guidée par les intérêts des multinationales et non par la protection de la population. "

Laurence Fehlmann Rielle, présidente de l'Association suisse pour la prévention du tabagisme, Conseillère

nationale (PS)

La Suisse doit enfin agir

L'Association suisse pour la prévention du tabagisme demande donc :

1. La ratification immédiate de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT).
2. L'interdiction de toute coopération entre, d'une part, les autorités et les responsables politiques et, d'autre part, l'industrie du tabac et de la nicotine.
3. Des règles de transparence obligatoires pour les mandats politiques, les réunions et les dons.

[Lien vers le rapport complet sur la Suisse](#)

L'**indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac** est établi en tant qu'indice international du lobby du tabac par le [Global Centre for Good Governance in Tobacco Control \(GGTC\)](#). Il repose sur 20 indicateurs qui s'appuient sur les lignes directrices de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) et mesure les efforts déployés par les gouvernements pour lutter contre l'influence de l'industrie du tabac. L'évaluation utilise un système de points : plus le nombre de points est élevé, plus le pays obtient un mauvais résultat.

Contact:

Pour toute question, veuillez vous adresser à Luciano Ruggia, luciano.ruggia@at-schweiz.ch / 031 599 10 21

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100058010/100936496> abgerufen werden.